

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION
ROYALE D'ENQUÊTE SUR LES
ACTIVITÉS SUBVERSIVES

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au très honorable premier ministre s'il a l'intention de recommander l'institution d'une commission royale d'enquête sur les activités subversives au Canada, étant donné que cette question n'était pas incluse dans le mandat précis du comité et que le rapport dudit comité recommande au gouvernement actuel de prendre une décision dans ce sens.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je ne peux que répondre la même chose, étant donné que je viens de recevoir une copie du rapport. Je l'ai lu jusqu'à la page 3 et je ne veux pas improviser de réponse sans l'avoir lu en entier.

M. Valade: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser.

Le très honorable premier ministre pourrait-il lire le dernier paragraphe du rapport qui traite de la commission royale d'enquête?

Le très hon. M. Trudeau: Très volontiers, avec la permission du député.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ATROCITÉS AU VIETNAM—L'ENQUÊTE PAR LA CIC OU PAR UNE MISSION DE L'ONU

[Traduction]

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Il se rappellera sans doute que le 25, et le 27 novembre, je lui ai posé des questions au sujet des atrocités commises au Vietnam. Il devait en discuter avec le ministre. Puis-je soulever la question encore une fois? Le gouvernement a-t-il chargé notre représentant auprès de la Commission internationale de contrôle d'examiner la question et surtout, chose plus importante, a-t-il donné des instructions à notre délégué permanent aux Nations Unies afin que le secrétaire général de cet organisme fasse tenir une enquête sur les atrocités qui ont bouleversé la conscience du monde entier?

Le très hon. M. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai ordonné une enquête et j'ai reçu un rapport préliminaire au sujet de cet aspect de la question, relatif à la CIC. Les modalités du mandat de la Commission pourraient rendre assez difficile l'enquête pro-

[L'hon. M. Dinsdale.]

posée par le député. Avec l'accord de la Chambre, je préfère soumettre cette question au ministre lui-même. J'ai été informé par le ministère des Affaires extérieures que le ministre rentrera de Bruxelles cette semaine et qu'il fera probablement la semaine prochaine une déclaration sur cette affaire.

M. Lewis: Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Je n'ai pas reposé ma question au début de la semaine car j'espérais que le ministre serait ici. Tandis qu'il s'occupe de l'affaire peut-il également étudier les propositions faites par quelques professeurs canadiens en droit international sur les mesures que devrait prendre le secrétaire général des Nations Unies afin de s'assurer que l'enquête menée par les États-Unis sur les atrocités présumées est régulière et que ses résultats montrent qu'il n'a pas été contrevenu aux exigences de la loi, de la décence et du comportement humain, si toutefois cela est possible dans une guerre de ce genre. Par ailleurs, demandera-t-on à notre représentant permanent aux Nations Unies de s'occuper de la question?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je signalerai volontiers au ministre cette déclaration sur les professeurs de droit. Je crois que ce sont des personnages très importants.

M. Baldwin: S'ils s'en tiennent à la loi.

Des voix: Oh, oh!

M. Lewis: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Devant l'importance capitale de l'enseignement du droit, le très honorable représentant pourrait reconsidérer sa contribution au Canada à l'heure actuelle.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA FISCALITÉ

ON DEMANDE QU'UN PLUS GRAND NOMBRE D'EXEMPLAIRES DU LIVRE BLANC SOIENT MIS À LA DISPOSITION DES DÉPUTÉS

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, en l'absence de l'honorable ministre des Finances, je désire demander au très honorable premier ministre si le gouvernement a l'intention de mettre à la disposition des députés un plus grand nombre d'exemplaires du Livre blanc sur la réforme fiscale, afin de satisfaire aux nombreuses demandes qu'ils reçoivent à ce sujet?